

Dan Charg

La voix d'un peuple qu'on refuse d'entendre

La situation de la France et des Français



Dan Charg

La voix d'un peuple
qu'on refuse d'entendre

*La situation de la France
et des Français*

Éditions EDILIVRE APARIS
93200 Saint-Denis – 2011

www.edilivre.com

Edilivre Éditions APARIS

175, boulevard Anatole France – 93200 Saint-Denis

Tél. : 01 41 62 14 40 – Fax : 01 41 62 14 50 – mail : actualite@edilivre.com

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

ISBN : 978-2-8121-4645-9

Dépôt légal : février 2011

© Edilivre Éditions APARIS, 20101

Sommaire

Problèmes actuels et réactions

Le démantèlement de notre industrie continue... .	17
La réforme des retraites	20
Les taudis	25
Le droit au logement	29
Thème : Une société qui s'appauvrit, mais sur laquelle il y a beaucoup à dire	34
Une mesure discutable	39
Hausse démesurée du prix des carburants	44
Une situation qui n'évolue pas... ..	47
Colère et écoëurement après un certain week-end à Poitiers	51
Fabius et la réforme des collectivités territoriales	54
Les assistés	61
Encore des manifestations !	69
La limite	74
Maltraitance... Marginalité... Problèmes de logement... Insuffisances de certains organismes... Inertie des services publics... A vous de décider	79

Irresponsables	85
L'immunité des juges	86
Quand un tribunal devient une zone de non droit...	88
Les lendemains de crise aux USA... et ailleurs	89
Le racisme que certains dénoncent, ne serait-il pas un réflexe de peur ?	92
Concours	102

Sport

Le sport serait il devenu une nouvelle source de rivalité ?	109
La santé des Français	115
5 mai, émission C dans l'air sur le thème de la carte Vitale...	117
Un mal que l'on veut ignorer...	121
Une bonne nouvelle	124
Français, montrez-vous raisonnables !	127

Education et Ecole

Thème : le choix de l'école	135
Education Faut-il travailler le soir, après les cours ?	137
Le bac 2003	142
Thème : « l'illettrisme » en France	146
La Société du crachat	149
La violence dans les écoles	152

L'immigration et ses problèmes

Le point de vue de la population

Indignation	157
Paroles d'un vieil homme	161

Un exemple d'intégration réussie	
Interview de madame Rachida Dati	163
Mais elle conduit !	168
Les armes à feu, en France	170
Mise en accusation de personnes ayant hébergé des immigrants clandestins... ..	173
Laxisme	176
Petite histoire	182
Intégration ?	183
Ils exigent... ..	185
Vrai, ou faux ? Nous aimerions savoir !	
Le peuple français aimerait savoir... ..	187
Adieu Nif Nif, Naf Naf, Nouf Nouf !	193
Va-t-on encore longtemps laisser faire ?	198
Le respect des droits fondamentaux ne doit pas signifier l'ignorance des devoirs !	201
Retour d'Afrique	210
Les associations	214
A propos des paroles du ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux	218
La discrimination positive... ..	223
Le saviez-vous ?	226
Une consultation aussi rare qu'intéressante... ..	230
Un débat concernant l'identité nationale... Mais pourquoi pas ?	234

Violence, délinquance, et criminalité

Une situation qui ne fait qu'empirer !

La violence urbaine	243
Ecœurement	248
Troubles dans les banlieues	253

Le détail	256
Ils ne sont pas d'accord... Ils ne sont jamais d'accord...	259
Technival du Larzac...	264
Les nouvelles méthodes pour lutter contre la délinquance	267
Voilà de nombreuses années que l'on accepte ce genre de connerie... Va-t-on enfin prendre les mesures qui conviennent ?	273

**Le fléau de la drogue
et le peu d'efforts pour y faire face**

Thème : l'horreur de la drogue	279
Ils ont baissé les bras	283
Un fait divers parmi tant d'autres ! Il est déjà ancien, mais il est révélateur de la situation dans laquelle nous nous trouvons en France	285
Des paroles anodines...	287

Religions... Le bon et le mauvais côté

La foi et l'intégration	293
Réflexions après la manifestation contre les IVG en Espagne	296
Fanatisme	302
Elle vient de l'immigration, mais c'est une femme comme on les aime !	304

Ecologie... Bien des choses à dire !

Un drame dans la montagne	313
Toujours aucune concertation !	317

Ecologie ! Ecologie !	
Au nom des grands principes... ..	319
Décembre 2009. Le sommet de Copenhague	325
Pollution d'une rivière, et d'un lac qui alimente toute une région en eau potable... ..	330
Cave canem	337
Le problème de l'eau en France... ..	339
Faut-il accepter encore ce genre de choses ?	343

Un peu de politique extérieure

Israël, une des origines de la violence à travers le monde	349
Encore un attentat... ..	354
Où en est-on avec le Kosovo ?	357

Influence des médias à l'heure actuelle

Quelle crédibilité peut-on encore leur accorder ?

Et vive le permis de conduire !	365
Bonne affaire ! Un nouveau scoop !	370
Encore un autre exemple d'intox... ..	
On voit très bien où on veut en arriver... ..	377
Mais que devient la liberté d'expression ?	380
Est-ce de l'amnésie sélective, de l'inconscience, ou autre chose ?	386
Et si, à notre tour, nous devons un jour émigrer ?	388

Problèmes divers et conclusion

Les oubliés	395
Les fermes brûlent, dans nos campagnes... ..	400
Fraudes et magouilles	403

Maintenant, examinons d'autres fraudes,
encore plus lourdes de conséquences... 412
Analyse politique 415
Sombre vision du monde 423

Français, depuis trop longtemps, on vous dit des mensonges... Depuis trop longtemps, on vous ferme la bouche ! Depuis trop longtemps, on décide à votre place ! Il est grand temps de vous réveiller !

Serions-nous devenus des larves, pour nous laisser ainsi manipuler ?

Cet article a été écrit en 2004, puis il a été complété, réactualisé... Six ans déjà ! Pensez-vous qu'il y a eu quelque chose de fait depuis ? Ou estimez-vous, au contraire que la situation s'est encore dégradée, sans véritable action de la part des élus qui se sont succédés depuis cette époque ?

Problèmes actuels et réactions

Le démantèlement de notre industrie continue...

Après notre industrie textile qui s'est délocalisée en Asie, Nestlé ferme certaines entreprises, pour les ouvrir ailleurs, dans des Etats autres que le nôtre.

Peugeot choisit de s'installer dans des pays de main-d'œuvre bon marché ; Renault va fabriquer en Roumanie des véhicules à un prix défiant toute concurrence, mais dont les Français ne pourront pas profiter ; merci Renault ! Cela montre bien l'intérêt de cette grande firme nationalisée et subventionnée, pour les gens de chez nous ; cela indique également ce qui compte avant tout pour sa direction.

Mais les constructeurs automobiles ne sont pas les seuls à désirer s'expatrier ! Voici le domaine de la chaussure qui ferme aussi ses portes, et part à l'étranger.

La liste est loin d'être terminée. Perrier, qui ne pétille plus, cherche à vendre... Combien d'employés vont encore se retrouver sur le pavé ; combien de chômeurs supplémentaires devons-nous indemniser ? Quelles nouvelles charges vont devoir supporter nos caisses sociales ?

Et écoutez les propositions de certains bons patrons ! Une entreprise de textile, que je ne nommerai pas, propose à ses salariés d'aller travailler au Brésil pour 315 euros par mois, ou en Turquie pour 230 euros... Une autre entreprise – nous sommes cette fois en 2009 – offre 70 euros mensuels à ses travailleurs qui acceptent d'aller en Inde ; de mieux en mieux ! 45 heures de boulot par semaine et cela, cinq jours sur sept... Vous ne trouvez pas que c'est merveilleux ! Il paraît cependant que le voyage est payé. Quelle générosité !

Et personne ne dit rien ! Surtout pas nos bons dirigeants ! On n'intervient pas dans les affaires ! C'est une règle ! Sauf, bien sûr, quand il s'agit de subventionner les employeurs, de réduire leurs charges au maximum, de leur faire des ponts d'or, pour qu'ils s'installent à tel ou tel endroit... Sauf pour leur procurer des terrains à des prix défiant toute concurrence... Sauf pour leur refiler gratuitement un vrai patrimoine foncier...

Oui, personne ne dit rien ! A l'exception peut-être des syndicats impuissants qui se sont endormis trop longtemps. Maintenant avec la droite au pouvoir, ils montrent à nouveau leur nez, pas toujours à bon escient ; mais lors des conneries de la gauche, on ne les a jamais entendus ! Curieux, ce consensus de la part de gens dont les seules motivations devraient être la défense des travailleurs !

Et puis, il y a eu l'Europe, mal préparée du point de vue lois et règlements, cette Europe dont on parle tant, et dont nous ignorons tout, parce que l'on veut qu'il en soit ainsi, cette Europe qui se fait sans nous et contre nous, l'Europe de la finance et du grand patronat ; oui, il y a cette Europe ouverte à la

concurrence sauvage entre des pays totalement inégaux sur bien des points, qui risque encore de précipiter notre descente aux enfers.

Demain, elle va permettre à certains industriels apatrides de s'en mettre plein les poches, au préjudice de notre pays et de ses habitants, de vous mes concitoyens.

En janvier 2010, malgré les aides importantes de l'Etat, l'entreprise Renault, encore elle, a envisagé de se délocaliser en Turquie pour y fabriquer la Clio... Bien sûr, la direction de Renault a affirmé qu'il n'y aurait pas de licenciements sur le site de Flin, dont l'avenir serait assuré...

Il semble que nos dirigeants soient intervenus pour rappeler ses obligations, ses devoirs, à cette grande entreprise nationalisée... Enfin !

A peu près dans la même période, une autre entreprise française ayant licencié plus de cent personnes, l'an passé, avait tout simplement l'intention de faire venir en France une cinquantaine d'ouvriers tunisiens. On comprend facilement les motivations ! Cette fois, le préfet s'y est opposé, déclarant qu'il ne donnerait pas de permis de séjour. Y aurait-il un début de prise de conscience, et un ras le bol, face à l'immoralité de certains patrons ?

Cela va dans le bon sens, mais soyez persuadés que certaines associations que vous connaissez bien, noyautées jusqu'à la moelle, vont hurler au racisme, se moquant pas mal de l'intérêt des Français !

Nous sommes, aujourd'hui, en juillet 2010, et l'on parle à nouveau des difficultés que connaît le monde de l'automobile, maintenant que les aides gouvernementales se sont arrêtées... Bientôt de

nouvelles délocalisations ! Elles sont déjà prévues ! Combien y aura-t-il de travailleurs sur le pavé ? Mais que font nos représentants européens face à cette attitude, face à ces problèmes ? On ne les entend pas beaucoup ! Et même pas du tout ! Au passage, renseignez-vous sur leurs salaires et indemnités... pour eux, ce n'est pas la crise ! Loin de là ! Et puis, demandez-leur un bilan de travail, les propositions qu'ils ont faites, les refus et les points positifs... Aujourd'hui, il n'y a rien de transparent et la situation est grave.

Pour nous sauver, on a entendu, il y a quelque temps, un ministre évoquer la solution des biotechnologies... Quelle utopie ! Arrêtons les bobards !

Que l'on ne nous fasse pas croire qui s'agit de la potion magique qui va nous sortir de l'ornière ! S'il est un domaine où nous sommes en retard c'est bien celui-là. Et rattraper le peloton de tête ne sera pas chose facile. Il a des moyens que nous n'avons pas.

Alors, efforçons-nous de conserver nos entreprises, malgré cette Europe faite trop rapidement, que nous avons d'ailleurs refusée majoritairement, mais que l'on nous refile en suppositoires, sans jamais nous demander notre avis, puisque maintenant, c'est le Parlement Européen qui décide... Pourtant, ce serait à l'Etat d'intervenir, de taper du poing sur la table et de prendre les mesures qui s'imposent.

La réforme des retraites

Nous sommes en septembre 2010, et le grand sujet de discussion et de contestation sous forme de grèves

à répétition, concerne le projet de réforme de la retraite, envisagé par le gouvernement actuel. En effet, si le texte passe, et il est à peu près sûr qu'il sera voté par l'assemblée, s'en est fini de la retraite à soixante ans. Désormais, on sera obligé de travailler plus longtemps ; au début, ce sera soixante et un ans, puis soixante deux, et ainsi de suite... C'est pour le moins inquiétant !

Il y a beaucoup de choses à dire concernant ces grands changements qui vont influencer sur la vie de notre peuple. Tout d'abord, pourquoi une telle révolution ? Le principal argument est que nous vivons beaucoup plus longtemps qu'avant, et que le système de financement par répartition ne suffit plus à payer les retraites de ceux qui se sont arrêtés. C'est certainement vrai ! Mais l'explication demeure insuffisante...

Pourtant, même si l'on est convaincu qu'il faut faire quelque chose, on peut regretter l'insuffisance de la concertation ; certes, elle aurait fait traîner un peu trop le processus de changement. Il est certain que l'opposition aurait freiné des quatre sabots, refusant même de considérer la vérité de la situation, et n'acceptant aucun compromis. C'est d'ailleurs assez triste de voir de futurs élus se comporter d'une manière aussi peu responsable ; les insultes qui fusent en pleine séance de l'assemblée ne sont pas pour nous donner une haute opinion de ces gens... Pourtant, nous n'aimons pas les oukases ! Et dans le domaine de la réforme de la retraite, nos gouvernants actuels se sont un peu comportés comme des cosaques !

Maintenant, il convient de réfléchir à ce qui nous est proposé... Ainsi, il semble que l'on insiste beaucoup sur le travail des seniors, sur le travail après

soixante ans... A dire vrai, cela nous semble bien étrange de commencer par là ! C'est un peu la charrue avant les bœufs !

Pourquoi cette remarque ? Parce qu'il existe dans notre pays une masse de jeunes sans emploi, dont certains ne veulent pas travailler ! Bien sûr des associations vont crier en lisant ceci ! Mais c'est vrai ! Ils n'en ont pas du tout envie... Ils vivent dans un cocon d'aides de toutes sortes, qui fait leur malheur, et le nôtre. On est d'ailleurs allé depuis longtemps dans le sens d'un encouragement à la paresse, en instituant le système des années sabbatiques.

Alors, messieurs nos dirigeants, vous devinez où nous voulons en venir ! Pourquoi ne pas commencer à mettre tous ces gens au travail ? Je parle des chômeurs professionnels, des gens qui ne fichent rien depuis des années et qui n'ont peut-être jamais bossé... Oui, au travail ! Quitte à les contraindre financièrement d'une manière ou d'une autre. Il n'y a guère que cela qui marche. Pourquoi vouloir conserver au boulot des personnes qui ont peiné leur vie durant, alors que toute une partie de la jeunesse ne veut rien faire ? Nous ne parlons évidemment pas des malades ! Mettons-les à part ! Nous désignons ici, des jeunes en pleine forme, avec un énorme poil dans la main.

Aujourd'hui, ils se refusent à travailler et bien sûr ne cotisent pas pour les retraites. Il y a là un énorme manque à gagner, une imprévoyance totale, et une incohérence.

Vous nous direz que, de nos jours, le travail est rare et précieux ! Que tout ceux qui cherchent n'en trouvent pas forcément... Alors, ceux qui ne cherchent pas... C'est également vrai ! C'est pour

cela que nous nous montrerons absolument contre l'immigration clandestine, contre l'immigration en général, du moins dans une période comme celle que nous connaissons aujourd'hui. Pour nous justifier, disons que les gens qui nous arrivent n'ont aucune qualification, et ne savent même pas parler Français... Ils viendront automatiquement grossir le nombre des chômeurs, et mettront un peu plus nos caisses dans le rouge.

Une autre remarque concernera l'allongement des annuités pour percevoir une retraite à peu près correcte. Bien sûr, celui qui travaille tout de suite, à quatorze ans, ou à peine plus, n'aura aucun mal à avoir ses années... Mais que deviennent les femmes, déjà moins rémunérées que les hommes, et qui ont dû arrêter leur carrière pour des raisons familiales ou autres ? Quelle retraite de misère vont-elles percevoir ?

Et que dire de celui qui se lancera dans de longues études ? Il devra peiner jusqu'à quatre-vingts ans ? Mais alors, faut-il donc supprimer les études ? Faut-il affirmer comme certains : Moi j'ai travaillé très jeune ! Sous-entendu, je suis le meilleur ! L'autre, son frère peut-être, a traîné dans les écoles ! Ce n'est qu'un paresseux ! Les choses ne sont peut-être pas dites si crûment, mais l'idée est présente.

Grave ce raisonnement de certains ouvriers de nos amis que nous avons entendus ! De cette manière, et avec ce système, la France perdra bien vite ses têtes pensantes ; elles iront faire leurs études à l'étranger et y resteront. Au moins, là-bas, on les considérera, et on les rétribuera suivant leurs mérites ! Nous aurons, bien sûr, de bons maçons, de bons peintres, de bons plombiers, de bons menuisiers charpentiers, des

paysans valables... Mais nous devons importer les produits coûteux, les machines de toutes sortes, les ordinateurs, et bientôt les automobiles et les avions, dont le nombre de composants étrangers est déjà impressionnant. Nous dépendrons totalement des autres. En fait, nous deviendrons un pays sous-développé, vivant à travers une agriculture en perte de vitesse, et un peu de tourisme. Bel avenir !

Rappelez-vous encore une chose ! Et là, nous nous adressons à ceux dont nous venons de parler. Quand, dans une usine, les bureaux d'études ne sortent plus rien, et vont à vau l'eau, on n'est pas très loin de fermer les portes. On verra progressivement le nombre d'ouvriers diminuer, puis ce sera la fin. La vieille formule est toujours valable ! Qui n'avance pas, recule ! Si l'entreprise ne va pas de l'avant, si elle n'innove pas sans cesse, si elle met tous ses œufs dans le même panier et ne cherche pas à se diversifier, si elle ne se méfie pas de la concurrence, de l'espionnage industriel, très vite, elle sera dépassée et sombrera. Et pour que cela n'arrive pas, il faut des gens instruits, dynamiques, des ingénieurs valables, des chercheurs... On peut se demander cependant si tout le monde comprend et accepte ce raisonnement...

Alors, cette réforme des retraites, assénée comme un coup de massue, qui pénalise beaucoup de monde, en particulier les femmes, et ceux et celles qui veulent étudier, se lancer dans la recherche, nous devons avouer qu'elle ne nous satisfait pas, et même nous inquiète. Nous aurions voulu que tout le monde se mette autour d'une table, et réfléchisse vraiment, laissant un instant de côté ses opinions de droite ou de gauche, et abandonnant pour un temps toutes les

critiques politiciennes, le plus souvent stériles. Oui, nous aurions aimé que nos dirigeants, mais également les gens de l'opposition et des syndicats, pensent réellement aux Français, et au pays !

Avant de faire travailler les gens après soixante ans, pourquoi ne pas décider que tout le monde partira à cette date, et en finir, du moins pour un temps, avec les régimes spéciaux ? Et puis il est à peu près sûr que les retraites peuvent être financées autrement, peut-être à travers une part de capitalisation obligatoire et une plus grande participation des employeurs, mais aussi à travers une vraie réforme du système financier.

Octobre 2010. Les grèves paralysent la France... SNCF, métro, enseignants, secteur hospitalier, raffinerie, trafic routier... et maintenant les jeunes, élèves et étudiants, que certains politiques inconscients, poussent à la révolte... Manœuvre facile, malhonnête et dangereuse ! A noter que dans la plupart des établissements dits libres, on continue de travailler... L'école laïque, mon école, est en train de se saborder !

Messieurs les politiques de l'opposition, messieurs les journalistes, êtes-vous certains que le peuple de France désire cette situation ? Oui ? Alors pourquoi ne pas le lui demander ?

Les taudis

Emission « Complément d'enquête », sur la deux... Une émission qui nous force à penser !

Aujourd'hui, en France, en particulier en ville, un grand nombre de personnes sont logées dans des conditions absolument abominables.

Les prétendus appartements mis en location par des gens sans scrupules se composent bien souvent d'une seule pièce, parfois sans fenêtre ; on note l'absence de douche et de toilettes ; le seul lavabo fuit au niveau de la colonne ; ailleurs, le plastique se soulève, ou les planelles dégringolent. L'installation électrique présente tous les dangers possibles. La vermine grouille un peu partout.

Certains de ces propriétaires semblent absolument dénués de tout sens moral ; pour eux, il n'y a que le fric ! On se doit de constater, avec un certain réconfort, que si quelques-uns de ces salauds sont d'origine française, beaucoup ne le sont pas, et exploitent sans vergogne les malheureux qui arrivent sur notre sol, croyant à un quelconque eldorado. Dans l'émission, l'un d'entre eux loue plus de vingt appartements... se faisant ainsi pas mal de blé. Notons également que, mêmes ces taudis, ont un loyer exorbitant.

En voyant de pareilles choses, dans un pays comme la France, on est forcément amené à se poser des questions. Je déteste la démagogie ! Je refuse aussi la facilité qui consisterait à prendre, à confisquer, et à léser certains ! Cependant, dans le cas présent, la coupe est pleine !

Mais bon sang, il existe pourtant dans notre patrie des services dont le boulot est aussi de s'occuper de ce genre d'escroqueries. Nous pensons aux différents services municipaux ; à d'autres également ! L'un d'entre eux se nomme l'hygiène publique. Pensons aussi aux offices sociaux... Alors, dans le cas présent, quelle est leur action ? Les enquêtes de ces journalistes qui ont réussi l'émission, je suis certain que ces organismes sont capables de les mener !

Débordés, sans doute ? A moins qu'ils n'aient pas la volonté d'agir ! Peut-être craignent-ils même de se retrouver en conflit avec certaines associations qui commencent sérieusement à nous casser les pieds... Pourtant, s'ils accomplissaient correctement leur travail, peut-être y aurait-il moins d'intoxications, moins d'incendies dus au gaz, ou aux mauvaises installations électriques...

Réflexion

Propositions pour résoudre en partie le problème de logements vides...

Le droit au logement

Un droit, certes ! Mais également des obligations...

A l'heure actuelle, dans bien des villes, et à Paris en particulier, on constate que des personnes, parfois des familles entières, ne trouvent pas à se loger, ou vivent – nous l'avons vu précédemment – dans des conditions lamentables, dans des espaces réduits, véritables taudis sans hygiène.

Dans le même temps des associations de soutien aux sans-logis dénoncent les très nombreux appartements restant inoccupés, et les propriétaires refusant de les louer.

Bien sûr, on pourrait très vite affirmer qu'il s'agit là d'un manque de sens moral, d'égoïsme, et qu'on doit absolument les contraindre. Jugement rapide ! C'est celui de nombreux groupes de pression qui, parfois, squattent et réquisitionnent les logements

vides, par la force, et de la manière la plus illégale qui soit. Pourtant, pendant longtemps, la propriété avait été considérée comme un bien sacré et inviolable...

En fait, le problème est bien réel, mais plutôt que d'agir ainsi, ne vaudrait-il pas mieux commencer par en déterminer les origines. Oui, il existe un parc important de logements vides !

Mais pourquoi certains propriétaires ne veulent-ils plus louer ? Voilà la grande question ! Notre gouvernement, et ces messieurs et dames des associations, se gardent bien de l'évoquer. Les premiers pourraient légiférer, mais peut-être n'osent pas, ou sont occupés ailleurs. Pour les seconds, ce n'est pas leur affaire ! Leur état d'âme ne va que dans un seul sens ! Ce qu'ils veulent, c'est reloger d'office les gens, et le plus vite possible. Mais bien sûr, avec un pareil raisonnement, on n'arrive pas à grand-chose ! Ce ne sera toujours que du coup par coup.

Cependant, demandons-nous pourquoi les propriétaires ne veulent-ils plus louer ? Parce que ce sont des salauds ? Des égoïstes ? Des nantis ?

Un peu facile ! Un peu primaire ! Car si l'on examine bien la chose, ils sont perdants dans ce genre d'opération ! D'une part, ils ne touchent aucun loyer, d'autre part, leurs appartements inhabités finissent par se délabrer. De plus, ils continuent de payer un certain nombre de charges.

Il faut donc qu'ils aient de solides motifs pour refuser des locataires.

En fait, si l'on veut se montrer objectif, être juste, ne pas faire de démagogie, on peut parfaitement les comprendre...

Imaginez un propriétaire qui vient de refaire entièrement son logement, qui le loue, et deux ans plus tard, le retrouve dans un état indescriptible, et ce, sans aucun recours ; car ce n'est certainement pas la caution versée qui lui permettra de réparer les dégâts.

Songez à cet autre qui, malgré ses craintes, a laissé parler son cœur, acceptant de loger une famille en difficulté ; le loyer n'est pas très élevé, mais dès le troisième mois il n'est plus versé.

Il essaie d'intervenir ; ces gens peuvent payer, mais ne le veulent pas ; ils ont parfaitement compris le système ! Une plainte est déposée ; l'hiver approche ; il n'est plus question de mettre ces personnes dehors ; la loi l'interdit ! Le printemps revient, puis l'été ; les choses traînent, comme si, quelque part, il existait une volonté de ne pas intervenir ; merci la justice ! Et c'est un nouvel hiver ; deux années sans payer ; les huissiers interviennent enfin ; la famille doit partir...

N'ayez crainte ! Pour cette occasion, les journalistes sont là, et les associations... Hurlements... C'est une honte ! Le propriétaire est vilipendé. Il y aura sans doute un bel article sur le journal qui ne montrera bien sûr qu'une toute petite partie de la vérité.

A aucun moment on ne s'interrogera pour savoir si l'affreux propriétaire n'avait pas des dettes, des remboursements pressants, s'il ne comptait pas sur la location pour régler ce qu'il devait... Non ! C'est, d'office, un nanti, un exploiteur. On ne regardera pas non plus dans quel état la famille a laissé le logement ; détail ! Cela n'intéresse pas la presse, encore moins les associations. Voilà ce qui se passe

en fait ! Deux exemples types, multipliés par des dizaines de milliers, sans que l'Etat, sans que la justice, y trouvent à redire.

Dans ma lointaine province, j'ai moi-même connu ce problème. Le non-paiement d'un loyer dont j'avais pourtant grand besoin, l'impossibilité de mettre mon client à la porte, la difficulté même à le rencontrer...

Mon locataire avait laissé ses meubles chez moi et loué une caravane en bordure de lac. Il aimait beaucoup la pêche et le bistrot... Les services publics lui avaient supprimé le téléphone et l'eau... Lorsqu'il consentit à s'en aller, laissant l'appartement dans un état effrayant, nous avons poussé, malgré tout, un soupir de soulagement. Nous avons dû évidemment nettoyer et tout refaire à nos frais...

Voilà ! Je vous ai informé, par un exemple personnel, de ce qui arrive quotidiennement, et que l'on évite soigneusement de mentionner ! J'espère que vous commencez à comprendre pourquoi tant de logements restent vides !

Tout simplement parce qu'aucune loi ne protège vraiment les propriétaires, confrontés à des personnes qui détériorent par négligence, ou parce qu'elles sont mal dans leur peau ; confrontés aussi à des gens malhonnêtes, qui se sont engagés, et refusent de payer ce qu'ils doivent, bien qu'ils en aient parfois les moyens.

Lorsque nos législateurs se pencheront véritablement, et équitablement, sur le problème, garantissant aux propriétaires un revenu minimum, et également l'assurance qu'ils récupéreront leur bien en bon état, on aura fait un grand pas en avant !

Le jour où les lois n'iront plus uniquement dans le sens des locataires, et de certains mouvements associatifs parfaitement démagogues, le jour où la justice fera vraiment son travail, obligeant automatiquement les gens à payer rapidement ce qu'ils doivent, très vite, le problème des logements vides disparaîtra, ou du moins s'améliorera très nettement ; il n'y aura plus de logements inoccupés, ou très peu. Les propriétaires rassurés n'hésiteront plus à louer.

En ce qui concerne les logements insalubres dont on a parlé précédemment, on pourrait certainement y mettre fin, en instaurant, pour les propriétaires une obligation d'entretien sous peine d'amende et de saisie des biens. L'Etat ferait alors les travaux nécessaires, louerait pour son compte personnel jusqu'à remboursement total de ce qu'il aurait dépensé ; après, mais seulement après, le ou les appartements reviendraient au propriétaire. Voici une idée, messieurs nos élus ! A vous de l'étudier !

Mais malheureusement, dans un pays où le sens moral a tendance à décliner, à tous les niveaux d'ailleurs, (le Mondial 2010 en est un exemple frappant) je ne crois pas que nous allions dans cette direction. Il suffit de constater le nombre de familles bénéficiant de HLM ou de CRL, qui ne paient pas leurs loyers, non pas parce qu'elles n'en ont pas les moyens, mais parce qu'elles refusent de le faire, malgré les téléphones sophistiqués dans les appartements, et les grosses voitures qui les attendent, en bas, sur les parkings. Ces loyers impayés sont évidemment à la charge de la communauté, à votre charge.

Vous ne me croyez pas ? Et bien, prenez votre courage à deux mains et faites votre petite enquête ; vous serez édifiés ! On se demande d'ailleurs pourquoi le fisc, les services municipaux, n'entreprennent pas de véritables recherches concernant les revenus de certains. A partir du puissant et coûteux véhicule qui se pavane au pied du bâtiment, il semble que cela ne soit pas très difficile... On découvrirait sûrement beaucoup de choses... Cependant, le veut-on vraiment ?

Mais vous, messieurs les journalistes intègres, j'espère qu'il y en a encore quelques-uns, pourquoi ne vous penchiez-vous pas, en conscience, sur ce problème ? Vous en avez les moyens ! Pas assez valorisant ? Ou trop dangereux ? C'est vrai ! On sombre très vite dans le politiquement incorrect ! Vous risqueriez de vous retrouver avec certaines associations sur le paletot ! De tout temps, et aujourd'hui plus encore qu'auparavant, il faut tourner plusieurs fois sa langue dans sa bouche, avant de s'exprimer !

Thème : Une société qui s'appauvrit, mais sur laquelle il y a beaucoup à dire

Ces réflexions ont pour origine une émission télévisée déjà ancienne. Nous allons encore faire crier certains ! Mais tant pis !

Pourquoi revenir en arrière ? Tout simplement parce que la situation devient chaque jour plus dramatique et que les Français ont nettement l'impression, non seulement que cela ne va pas s'arranger, mais que, malgré de bien belles paroles,

les pouvoirs en place ne prennent pas toutes les mesures que l'on attendrait d'eux.

D'un côté, nous avons un assistanat qui n'est pas suffisamment contrôlé, qui est trop généralisé, qui ne correspond pas toujours à des cas sociaux véritables, et de l'autre, toute une population de travailleurs, qui est en train de perdre son emploi, du fait de la crise, mais également à cause d'une Europe bâclée, mal préparée, sans règles bien définies...

A cause aussi du manque de scrupules de certains grands patrons, et de l'inertie de nos gouvernants qui, tout en n'oubliant pas de se sucrer largement, se retranchent derrière la notion de libéralisme pour justifier leur inaction.

Mais quittez à nous répéter, parlons des premiers ! De ces jeunes et moins jeunes qui n'ont connu que le chômage, et de ceux qui, malgré leur âge ne sont pas encore entrés dans la vie active, ou si peu... parlons de ceux que le travail répugne et rebute... ne vous en déplaise, messieurs les démagogues, messieurs des associations, messieurs des médias, ils existent bel et bien !

Comme à l'accoutumée, l'émission est intéressante ; mais tout de suite, on est frappé par des détails qui ne peuvent pas être considérés comme anodins. Peut-être y a-t-il là une volonté de la part de ceux qui ont préparé cette production de nous orienter dans un sens... C'est toujours possible ! En tout cas, nous sommes amenés à réfléchir, à nous poser quelques questions.

Dans un premier temps, nous avons sous les yeux une famille, présentée dans le besoin : Un jeune homme, une jeune femme et leur enfant.

Première remarque immédiate quant au choix des personnes ; l'homme possède de très nombreux percings, en particulier sur les lèvres ; il a la tête en partie rasée, et sur les côtés, pendent des nattes grasses, d'apparence peu soignées ; le genre rasta négligé, mais qui plaît à certaines.

Quand on connaît le tarif de ces dangereuses petites fantaisies, je veux parler des percings, tatouages, et autres coiffures bizarres, on peut se dire déjà qu'il y a eu là de l'argent mal placé... Bien sûr, quelques-uns évoqueront un phénomène de société, un besoin de s'affirmer, une recherche d'originalité, pourquoi pas une certaine forme d'art ; en fait, n'importe quoi, pour excuser et permettre, pire encore, encourager ! Il s'agit, très certainement, d'un garçon sans emploi ! Et depuis longtemps ! Nous y reviendrons plus tard.

Sa compagne est un peu son antithèse ; bien habillée, élégante même, petit diamant à la joue, elle ne semble pas respirer la misère...

Elle se rend justement dans un magasin pour acheter au petit, un jouet relativement cher, ainsi que différentes babioles.

– C'est pour Noël ? interroge le vendeur.

– Non ! C'est pour maintenant !

Il est curieux de constater que ce sont souvent les gens les plus pauvres qui se montrent les moins économes ! Ils dépensent... Ils font des dettes... D'ailleurs notre société les y encourage. Ils se montrent, fréquemment, parfaitement incapables de tenir un budget... Ils ont, bien sûr, bon cœur ; rien n'est trop beau pour leurs gamins, et ils achètent souvent des marques que les classes moyennes

laissent prudemment de côté ; ensuite, évidemment, ils sont dans la dèche, et se plaignent, rejetant la faute sur la société qui pourtant les porte à bout de bras, mais qu'ils détestent.

Cependant, examinons un autre phénomène de société qui participe à l'appauvrissement de certains... L'autre jour, nous sommes allés acheter des cigarettes pour ma fille qui malheureusement ne peut s'empêcher de fumer. Cela causera sa perte, mais il n'y a rien à faire ! Elle ne veut rien savoir ! La salle était noire de monde ; mon épouse se demandait si on allait pouvoir la servir, si elle devait prendre la file... Mais non ! Ces gens étaient là pour autre chose ! Ils jouaient. Ils achetaient des tickets, pour ceci ou pour cela. La plupart étaient pourtant des économiquement faibles qui avaient bien du mal à joindre les deux bouts...

Il y avait certainement, parmi eux, des assistés complets ; ceux qu'on loge, qu'on nourrit, et qu'on soigne gratuitement... Ceux qui connaissent toutes les enfiles, et frappent à toutes les portes : Emmaüs, Secours Catholique, Secours Populaire, Restaurants du Cœur, aides de la commune, bons pour ceci ou cela ; etc. etc. Quelques-uns faisaient peut-être même la manche, ce qui est moins reluisant... Ils étaient tous là, à causer, à critiquer, à jouer, à rêver !

Etrange société, et surtout curieux Etat, qui d'un côté soutient, et de l'autre fait plonger, enfonçant davantage dans les difficultés ! Etrange casino sans morale, qui prône un retour aux valeurs, et qui ne donne pas l'exemple !

Mais aussi, triste population qui vit aux crochets de ceux qui travaillent, de ceux qui sont actifs et qui peinent ! Que donne-t-elle en échange du soutien de la

société ? Fait-elle seulement quelque chose de valable pour essayer de s'en sortir ? Certaines personnes dans la force de l'âge, n'ont jamais travaillé ; d'autres sont au chômage depuis dix ans et plus.

Bien sûr, nous sommes en pleine crise ! Le travail, il est vrai, est rare et précieux ! C'est d'ailleurs pour cela que nous devons absolument arrêter presque totalement l'immigration !

Cependant, cette jeunesse, car il s'agit souvent de jeunes, se donne-t-elle les moyens de trouver une activité ? N'importe quel boulot ! Imaginez une entrevue d'embauche entre un employeur et ce jeune homme constellé d'implants, au look pour le moins curieux dont je vous ai parlé plus haut, et tirez-en les conclusions.

J'entends déjà des hurlements ! On parle de délit de sale gueule, d'atteinte à la liberté individuelle, de fascisme... Le mot racisme ne convient pas... Il s'agit d'un Français ! Dommage ! On aurait bien aimé l'utiliser ! Mais dans ce cas précis, c'est impossible !

En fait, il s'agit simplement ici de bonne tenue ! En tout cas d'une tenue qui donne des chances de réussite, des atouts, une sorte de sympathie spontanée, une envie de connaître, de faire, peut-être, un bout de chemin ensemble.

Oui, imaginez ce que pense l'employeur... Mettez-vous aussi un instant à sa place ! Engager quelqu'un est une responsabilité ; cet acte conditionne parfois la vie même de la petite entreprise. Trois jours plus tard, après l'embauche, le nouveau ne vient plus au boulot, et on l'a sur les bras. Je ne suis pas employeur, mais je comprends ce genre de chose ! Cela arrive fréquemment.

On peut se demander comment ces jeunes en sont arrivés là. Démission des parents qui n'ont rien pu faire, face à la volonté d'émancipation... Besoin exacerbé de profiter de la vie... Relations douteuses... Mauvais exemples... expériences dangereuses... Terrifiant poil dans la main... Malchance... Il y aurait tant de choses à évoquer ! On a pourtant l'impression d'un énorme gâchis ! Ce sont des vies perdues ! Des intelligences perdues !

Face à ce drame, on peut se demander si notre société, si nos dirigeants, font vraiment le nécessaire ! C'est bien beau de vouloir faire travailler les anciens au-delà de soixante ans, alors que certains sont bien fatigués... Ne faudrait-il pas s'occuper en priorité de cette jeunesse inactive ?

Une mesure discutable

Faut-il systématiquement supprimer les créances des consommateurs « surendettés » ? Est-ce moral ? Qu'en pensent ceux qui triment, et s'efforcent, malgré les difficultés, de gérer leur budget ? Ne peut-on considérer parfois cette décision, comme une malhonnêteté à leur égard ? C'est l'argent de la société qu'ils empochent ! Et puis, n'y a-t-il pas un risque à accepter, et surtout à généraliser ce genre de chose ? N'est-ce pas hautement démagogique ? Est-ce vraiment rendre service à ces gens ? N'est-on pas encore en train de promouvoir l'assistanat ? Et croyez-vous que ce soit un moyen de sortir de notre situation désastreuse ?

On parle beaucoup, de nos jours de la paupérisation d'une partie de notre population. Les

causes en sont multiples. La principale est évidemment l'absence de travail. Il semble, en effet, qu'en France, il n'y ait plus assez de boulot pour tout le monde.

C'est d'ailleurs pour cette raison que je m'étonne, que je m'indigne, que l'on permette encore à certains groupements, à certains individus d'encourager la venue d'étrangers, le plus souvent sans formation, et ne parlant même pas la langue. J'en veux vraiment aux associations et aux particuliers qui ont décidé, malgré les lois, d'être les soutiens logistiques de la clandestinité... Ils font le malheur de notre population ! Ils participent à l'augmentation du chômage, à la faillite de nos caisses sociales, aux problèmes de logements, et à la progressive déstabilisation de notre pays. Un jour, le peuple les jugera !

Malheureusement, ces tristes français sont soutenus dans leurs erreurs par un certain patronat... On comprend fort bien que des employeurs sans morale, désirent avoir un volet de main-d'œuvre bon marché, des gens qu'ils peuvent choisir, prendre, et jeter, au besoin, payer au noir... Ces individus n'éprouvent guère de sentiment, nous le savons tous ! Nous nous en apercevons tous les jours à travers les délocalisations ! C'est pour cela qu'ils veulent des immigrants, dans le domaine du bâtiment, dans les travaux publics, dans l'agriculture saisonnière... Certaines entreprises d'état sont d'ailleurs également concernées, ce qui est une véritable honte...

Mais les personnes qui sont sensées raisonner... Les associations que nous venons d'évoquer... Pourquoi agissent-elles ainsi ? Sans doute ont-elles d'autres motivations que nous ignorons ! Et ces motifs sont peut-être loin d'être humanitaires...

Demandons-nous aussi qui a pris la tête de ces organisations... Réfléchissons ! Creusons un peu !

Mais pour revenir au sujet qui nous préoccupe, vous voyez qu'il existe de nombreuses raisons qui expliquent et accroissent la pauvreté. Aussi, avant de penser à régler les dettes de certains, peut-être serait-il préférable de considérer ce qui ne va pas, et d'essayer d'y remédier.

Par exemple, le prix des loyers dans les grandes villes est souvent exorbitant ; il ampute sérieusement les maigres revenus. Pourquoi ne pas établir une grille à ce sujet, limitant les excès. Ce ne serait pourtant pas très compliqué !

Impossible ! Le libéralisme l'interdit ! Le libéralisme ! Dîtes plutôt l'encouragement au vol, à la magouille, aux profits usuraires...

Au travail, messieurs les députés ! Dans une période de crise, telle que nous la connaissons aujourd'hui, on ne peut plus, on ne doit plus laisser faire n'importe quoi !

La pauvreté est également dûe à la pression exercée par notre société de consommation. C'est le domaine permanent de la tentation. Tout est fait pour nous pousser à acheter, à dépenser ! La pub est un moyen important qui contribue au gaspillage...

Mais un mécanisme fait aujourd'hui le plus grand mal : Il s'agit du crédit. Oh pas n'importe quel crédit ! Le crédit débridé qui, au lieu d'aider, accable et conduit à la ruine. Le crédit malhonnête qui cache, qui dissimule... Combien de familles françaises sont endettées !

Tout d'abord, il convient de lire attentivement les offres, sinon vous risquez fort de vous retrouver avec

des taux épouvantables. Multipliez le pourcentage par le nombre de mois, et vous aurez la réalité de la proposition mirifique que l'on vient de vous offrir.

Quels sont les responsables ? Mais les banquiers, bien sûr, qui accordent des crédits alors qu'il y a déjà surendettement... Aujourd'hui, on fait un crédit pour financer un crédit... Progressivement tout y passe... Nous sommes dans un système d'usure... Il est temps de légiférer sérieusement et d'assainir les systèmes bancaire et boursier ! A un moment, nous avons eu des espérances... Mais nous nous rendons compte qu'il existe un océan entre les promesses électorales et leur réalisation !

Un autre procédé contestable, largement utilisé par l'Etat pour se faire de l'argent, est le jeu, ou plutôt les jeux, la profusion de jeux. L'Etat, toujours moralisateur, est devenu un bandit manchot ! Nombre de personnes se ruinent en tickets divers, espérant gagner le gros lot... Pauvres rêveurs ! Comme vous vous faites avoir ! Si vous connaissiez la proportion de ceux qui gagnent vraiment, peut-être auriez-vous moins d'illusions ! Il est vrai que chaque gagnant a droit à un tel battage, que les malheureux joueurs se figurent qu'ils ont toutes leurs chances... Merci les médias !

Oui, l'Etat actuel laisse faire n'importe quoi ! Regardez le racket téléphonique, avec la complicité des moyens audio-visuels... Pauvres couillons à qui l'on demande de téléphoner pour donner une réponse toute cuite, du genre de quelle est la couleur du cheval blanc d'Henri IV... Mais n'oubliez pas qu'après, vous avez un tirage au sort entre deux ou trois cent mille imbéciles. Qui s'enrichit, en fait ?

Cependant, certains concitoyens diront que c'est très bien ainsi, et que c'est autant d'argent que nous

n'aurons pas à verser au titre de l'impôt... Qu'il s'agit d'une juste taxe sur la connerie... Pas très moral comme raisonnement ! Pas très objectif non plus, quand on est en charge d'un pays en grande difficulté !

Enfin, l'acceptation de la misère est encouragée par les aides diverses et pas vraiment étudiées, qui lui sont automatiquement apportées !

C'est assez curieux de parler ainsi d'argent que l'on donne pour essayer de contrecarrer cette même pauvreté ! Mais c'est un fait que l'on installe les gens dans une sorte de sous-société à petits moyens, dans laquelle ils vivent, subsistent... Ils finissent par s'en contenter, s'y complaire, et ne font plus d'efforts pour essayer d'en sortir ! Ils ont perdu toute fierté, toute ambition... Ils ne cherchent même plus un travail.

Pourtant, le monde dans lequel ils vivent, continue d'être là, persuasif, contraignant, et poussant à la dépense... Alors, ils achètent, prennent des crédits, et font des dettes. Au bout d'un certain temps, coincés de partout, ils ne peuvent plus s'en sortir.

C'est à ce moment-là qu'intervient une procédure relativement récente qui consiste à supprimer leurs dettes afin qu'ils puissent repartir du bon pied.

A première vue, ce système semble intéressant et répondre à un besoin moral et social. Mais doit-il être généralisé, devenir automatique ?

Certains tenants d'associations déclareront évidemment qu'il le faut absolument... Mais nous sommes loin, mais alors très loin, d'être de cet avis.

Ce serait un échelon de plus dans l'assistanat, et du même coup dans la volonté de ne rien faire pour essayer de se sortir d'une situation désastreuse.

Ce genre d'aide n'est évidemment pas à rejeter d'office, mais doit se pratiquer après étude de dossier, et seulement au coup par coup. L'endettement ne doit pas devenir une habitude ! L'économie fait partie des valeurs fondamentales. Peut-être faudrait-il qu'à l'école, on insiste davantage sur la manière de gérer un budget, plutôt que d'évoquer telle ou telle grande bataille de l'histoire... Mais tant de choses essentielles ont disparu des programmes !

Pour conclure, je crois que nous assistons aujourd'hui à la création voulue, arrangée par certains, d'une sorte de sous prolétariat, la nouvelle caste des intouchables français.

Flambée du prix du pétrole en 2005. Comparaison avec ce qui se passe aujourd'hui, fin 2009, puis début 2010, et bientôt, sans doute, en 2011... Eternel recommencement, nouvelle galère pour certains, et surtout nouveau manège des petits malins !

Hausse démesurée du prix des carburants Les privilégiés et les autres...

Retour un instant en arrière. Nous sommes en 2005... Alors que nombre de familles françaises s'inquiètent devant la note à payer pour le moindre déplacement, alors que beaucoup se demandent s'ils auront les moyens de remplir leur cuve de fuel en prévision de l'hiver – toutes les régions ne connaissent pas un temps aussi doux que le sud de la France, ou même Paris – la télévision nous montre les éternels saules pleureurs, transporteurs, chauffeurs de taxis, agriculteurs et autres. Ceux-là sont méritants ! Il faut dire qu'ils ont compris le système ! Le concert de

jérémiades bat son plein dans le but d'obtenir de nouveaux avantages. Nous y sommes habitués ! Mais malgré tout, nous trouvons que cela commence à bien faire ! Que les aides vont toujours aux mêmes !

Pourtant toutes ces personnes bénéficient déjà de carburants extrêmement détaxés. Mais elles en veulent plus ! Sous prétexte qu'il s'agit de leur travail, la loi générale ne doit pas s'appliquer pour elles. Ces gens sont d'ailleurs tout prêts à manifester, à barrer les routes, à gêner les autres usagers, à casser, à salir les édifices publics, à se comporter en voyous, sous l'œil indifférent des policiers, à qui l'on a donné l'ordre de ne pas intervenir.

Il faut dire que ce sont, d'une certaine manière, des employeurs, des patrons, et que de ce fait, ils ont tous les droits, et bénéficient de toutes les indulgences du gouvernement actuel, comme des précédents, d'ailleurs.

Mais réfléchissons ! D'un côté, le libéralisme interdit à l'Etat de sanctionner les patrons qui se délocalisent, abandonnant leurs travailleurs, et de l'autre, ce même libéralisme autorise le pouvoir à subventionner à tour de bras les éternels saules pleureurs ! Curieux !

Mais mes chers compatriotes, n'avez-vous pas encore réalisé qu'il existait plusieurs catégories de Français ! Ceux qui se plaignent constamment et sont toujours à la pêche aux subventions, et les silencieux qui subissent ! Les malins qui s'unissent, et ceux qui n'ont pas encore compris le topo ! Les gens qui s'en mettent plein les poches, et une classe moyenne qui s'appauvrit sans cesse davantage, et fait les frais de toutes les mesures d'économie. Des retraités aussi, qui ont de plus en plus de mal à vivre. Mais l'argent

que les pouvoirs distribuent n'importe comment, c'est le vôtre !

On va encore favoriser ceux qui le sont déjà ! On n'a pas compris, ou pas voulu comprendre, que les aides devaient être proportionnelles à la situation de chacun, et qu'il fallait absolument supprimer l'effet de seuil. Trop compliqué d'établir des péréquations ! Et puis il faudrait partager et les petits copains risqueraient d'avoir un peu moins d'argent ! Horreur !

En fait, une fois de plus, nos dirigeants de l'époque ont montré qu'ils se moquaient absolument de nous ! Qu'ils se moquaient des difficultés des familles françaises !

Mais est-ce que cela a vraiment changé depuis ce temps-là ?

Octobre 2009

Une situation qui n'évolue pas...

Nous sommes maintenant fin 2009. La crise rend la situation de nos compatriotes plus difficile. Les entreprises continuent régulièrement de fermer pour aller s'installer dans d'autres pays, jetant leurs ouvriers sur le trottoir, sans que nos gouvernants interviennent. La retraite est repoussée aux calendes grecques. De nombreux médicaments ne sont plus remboursés. Le forfait hospitalier augmente encore. Des médecins, sans morale, exigent de plus en plus de dessous de table.

Pour tout arranger, la délinquance ne fait que croître. Il ne se passe pas de jours sans qu'une banlieue entre en insurrection. Sans que des bagnoles soient incendiées, pour un oui ou un non... Après de multiples saccages que tous, nous serons obligés de payer d'une manière ou d'une autre, on arrête quatre personnes, sur cent cinquante casseurs armés et cagoulés... Quatre salopards que l'on relâchera bien vite, sans doute par trouille, par peur des vagues.... La police est impuissante, et la justice tellement

dépassée, tellement laxiste, tellement compromise politiquement, que nos compatriotes en sont écœurés. La fraude est partout, grevant les caisses de Sécurité Sociale, et les rares sanctions ne présentent vraiment aucune exemplarité.

Mais demandez-nous, messieurs nos gouvernants, ce que nous pensons de tout cela ! Organisez une consultation ! Vous vous en gardez bien ! Vous savez trop bien quel en serait le résultat !

Pour couronner le tout, l'immigration clandestine continue, encouragée par certains médias, par des individualités, elles-mêmes souvent portées à bout de bras par la société, par des associations qu'on ne saurait trop qualifier, et également par une opposition politique qui ne songe qu'à jeter de l'huile sur le feu.

Tout va de mal en pis, et malgré cela, c'est dans cette situation de désespérance, que le président d'EDF vient de demander une hausse de vingt pour cent des tarifs d'électricité. L'entreprise nationalisée marche pourtant fort bien ; le gaz va certainement suivre... mais oui, au premier avril 2010, il augmentera de dix pour cent d'un seul coup... Puis ce sera le tour de la SNCF...

Et l'Etat, demanderez-vous, que fait-il dans ces affaires ? On pourrait penser qu'il va intervenir... Mais soyez sûrs qu'il ne fera rien ! Ou pas grand-chose ! Demain, mes compatriotes, vous vivrez encore plus difficilement ! Vous ne pourrez peut-être même plus vous chauffer, ni vous soigner convenablement...

Dernièrement, pour arranger la situation de chacun, un nouvel impôt vient d'être créé à la demande des Verts, dont chacun cherche à s'attirer

les bonnes grâces, parce qu'ils ont fait un assez bon score aux dernières élections ; entre parenthèses, grâce aux médias, et à la diffusion d'un certain film qui a fait peur aux gens... (belle manipulation qui montre une fois de plus comme on nous manœuvre !) Ce nouvel impôt, c'est la taxe carbone ; elle est destinée à lutter contre les rejets de ce produit qui détruit notre environnement et menace notre planète.

Cela semble, après tout, une bonne chose ; mais qui va payer ? Les vrais pollueurs que sont les industriels et les paysans ? Pas du tout ! Ceux-là en seront dispensés ! Les centrales thermiques également... Il ne faut pas taxer les entreprises et les copains patrons ! En fait, son poids retombera essentiellement sur la classe moyenne.

Mais quantité de choses sont décidées à la va vite, globalement, d'une manière partielle, comme si l'on refusait d'étudier les cas... Et tant pis pour les injustices ! Ainsi, au niveau du chauffage, on ne regardera pas si les personnes vivent dans une région très froide qui nécessite davantage de calories qu'à Paris ou sur la côte... Non ! Ce sera la même chose pour tout le monde !

Et dans le domaine fiscal, il y aura certainement toujours cet effet de seuil que l'on rencontre un peu partout. Vous gagnez un euro de trop, vous payez plein pot et ne bénéficiez de rien. Bel encouragement à la fainéantise ! Pourquoi ne pas moduler vraiment en fonction de ce que l'on touche réellement ?

Vous voyez, Français, vous vous faites encore avoir ! On vous a promis, aux dernières élections présidentielles, de baisser l'impôt sur le revenu, mais on vous rattrape ailleurs sur les charges indirectes, les

taxes de toutes sortes ; l'Etat se désengageant de ses devoirs vis à vis des régions et des départements, ceux-ci vont être obligés d'augmenter, parfois de manière catastrophique, les redevances foncières et mobilières... Faites vos comptes ! Comparez avant et après ! Vous serez convaincus ?

Vous allez répondre qu'après les élections régionales de 2010, la prise de position à gauche des formations écologiques, et l'échec cinglant de la droite, cette dernière a remis la taxe carbone dans les cartons... Mais ne rêvez pas ! Elle ressortira bientôt... Même si, à travers le monde, nous ne sommes pas nombreux à la payer... Nous doutons également qu'elle connaisse des modifications... C'est essentiellement vous, gens des classes, dites moyennes, qui en ferez les frais ! Soyez-en persuadés !

Alors, qu'attendez-vous pour réagir ? Quittez votre silence ! Abandonnez durant quelques instants la lamentable coupe du monde, et même tous les autres exploits sportifs dont nous bassinent les médias aux ordres, parce qu'il y a des tonnes de fric derrière !

Abandonnez votre admiration pour ceux qui en quelques jours amassent des fortunes sur votre dos, qu'ils soient joueurs de football ou de tennis, présentateurs en vogue, politiciens bavards et plus ou moins véreux, banquiers voleurs, ou hommes d'affaires sans scrupules...

Au passage, vous avez vu nos bleus, cette année ? Ils ont les poches trop pleines pour pouvoir courir après un ballon ! Vous avez pu admirer l'entente de l'équipe ! Vous avez pu apprécier le respect de certains de ces joueurs pour la France et les Français... Et le langage, vous l'avez entendu ? Certainement ! Il a été tellement repris par nos